

VILLE DE ROYAN



**COMMANDE PUBLIQUE
AFFAIRES JURIDIQUES**

Dossier suivi par Fabrice STRADY
Responsable des Services Administratifs
Tél. : 05.46.39.74.21
FS/EG

Lettre Recommandée avec Accusé de Réception
N°2C 162 189 4242 1

Royan, le 22 novembre 2021

UGAP

Département Energie & Environnement
« Dispositif GAZ 7 »

1 boulevard Archimède - Champs-sur-Marne
77444 MARNE-LA-VALLEE Cedex 2

Notification « UGAP GAZ »

Objet : Convention Gaz VAGUE 7 pour l'intégration dans une procédure d'appel d'offres public de fourniture, d'acheminement de gaz naturel et services associés à conclure par l'UGAP

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour valoir notification, un exemplaire « original » de la convention relative au dispositif visé en objet et dont vous êtes le titulaire.

Quant à l'exemplaire portant la mention « exemplaire unique », qui est nécessaire à la cession et au nantissement de créances du marché, il vous sera délivré sur une demande écrite de votre part, adressée au service indiqué en en-tête.

Je vous souhaite bonne réception de ces éléments et je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de mes sentiments distingués.



Le Maire,

Patrick MARENGO

P.J. :

- 1 Convention Gaz VAGUE pour l'intégration dans une procédure d'appel d'offres public de fourniture, d'acheminement de gaz naturel et services associés à conclure par l'UGAP
- 1 tableau « Recensement des besoins Vague Gaz 3

En provenance de :

~~UGAP
Département Energie et Environnement
"Suspesit/ GAZT"
Boulevard De l'Innié de - Champ - du - Terme
47414 H. TARNE-VALEE Cedex 2~~

SGR2 V25 MSR 2A 19-118003 08-20



**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**

Numéro de l'AR :

AR 2C 162 189 4242 1



Renvoyer à

FRAB

Présenté / Avisé le :

Distribué le :

UGAP

Je soussigné(e) déclare être

DRHCVP-M G

- Le destinataire
- Le mandataire

Arrivée Prérem et NDN
26 NOV. 2021

- CNI / permis de conduire
- Autre :

ARRIVÉE

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire a été vérifiée et qu'il a remis le courrier à son domicile.
La Poste agrément n° C903

SERVICE COURRIER

Ville de ROYAN

SJ

Hôtel de Ville

50 avenue de Pontcaillac

17705 ROYAN Cedex



Elisabeth GOMES DE RESENDE

De: gaz.vague7@ugap.fr
Envoyé: mercredi 24 novembre 2021 14:32
À: Mairie
Objet: UGAP - confirmation de dépôt de fichiers Gaz vague n°7

Bonjour M. STRADY,

Le 24/11/2021 à 14:31, vous avez déposé avec le compte F_STRADY, associé à la structure MAIRIE (n°0017306001), le(s) fichier(s) suivants pour participer au **Dispositif Gaz naturel vague n°7**.

- Copie de Copie de Tableau_UgapGaz7 au 03.09.2021.xlsx,
- UGAP NOTIF Convention Gaz Vague 7 signée.pdf.

- Votre participation est complète, tous les documents attendus ont été déposés et tout est correct. VOTRE EMBARQUEMENT DANS LE DISPOSITIF EST VALIDÉ et DÉFINITIF (Sauf anomalie ne respectant pas les consignes du mode d'emploi).

Vous pouvez accéder à ces documents en retournant dans le formulaire de participation. Une fois la date limite de retour passée vous les retrouverez dans votre espace bénéficiaire.

Si vous modifiez votre participation, ce présent message sera obsolète, un autre email vous sera adressé suite à toute action.

Conservez précieusement vos identifiants de compte : F_STRADY et votre mot de passe.

Vous pourrez accéder à votre espace bénéficiaire sur www.ugap.fr/gaz, et retrouver les documents déposés, modifier les adresses mail de contact, suivre les étapes de la procédure, et dès l'attribution, accéder aux pièces de votre marché et BPU.

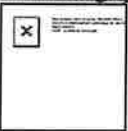
Consultez et ayez à l'esprit le calendrier du dispositif, après la fermeture du recensement des besoins la procédure d'appel d'offres sera lancée, cela prend plusieurs mois, et tout est figé.

Vous serez informés suite à l'attribution des marchés quand le fournisseur titulaire sera connu.

Merci d'avoir choisi l'UGAP.

L'équipe Projet Énergie & Environnement

www.ugap.fr/gaz



Cette adresse mail n'est destinée qu'aux mailings de l'UGAP et non à la correspondance. Merci de ne pas y répondre (votre message ne sera pas pris en compte, aucune réponse ne vous sera apportée).



La Ville de ROYAN représentée par son Maire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 18 juillet 2020 intervenue pour l'application des articles L.2122.22 et L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 21 juillet 2020, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

D 91.589

CONVENTION GAZ 7

Ayant pour objet

**l'intégration dans une procédure d'appel d'offres public
de fourniture, d'acheminement de gaz naturel et services associés
à conclure par l'UGAP**

**Date limite de réception du dossier complet sur www.ugap.fr/gaz :
vendredi 26/11/2021**

Entre, d'une part :

Entité bénéficiaire : Ville de Royan

Adresse : Hôtel de Ville, 80 avenue de Pontailiac - CS 80218

Code postal : 17205

Ville : ROYAN Cedex

Représenté(e) par : Monsieur Patrick TARENGO

agissant en qualité de : Maire de la Ville de Royan

ci-après dénommé « le Bénéficiaire »,

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP), établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié précité ;

ci-après dénommée « l'UGAP »,

PRÉAMBULE :

Afin d'accompagner les personnes publiques initialement confrontées à la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) puis ayant besoin de mettre en concurrence leurs achats d'énergie, l'UGAP met en œuvre des dispositifs d'achat groupé d'énergie.

Les appels d'offres groupés d'énergie nécessitent l'engagement du Bénéficiaire en amont de la publication afin de garantir la bonne tenue de la mise en concurrence et ne pas mettre en risque l'économie générale du marché.

Pour ces raisons, l'engagement ferme et définitif du Bénéficiaire est nécessaire pour intégrer ce dernier dans la procédure d'appel d'offres public.

Eu égard à l'exigence de loyauté des relations contractuelles, le bénéficiaire s'engage par la signature de la présente convention, à faire application de toutes les stipulations qui la composent.

- Vu les articles 1^{er}, 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que l'UGAP « constitue une centrale d'achat au sens du code de la commande publique », pour le deuxième, que « l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions du code de la commande publique » et, pour le troisième, que « les rapports entre l'établissement public et une collectivité [...] peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement ».
- Vu l'article L 2113-2 du code de la commande publique prévoyant qu'une centrale d'achat est un acheteur qui a pour objet d'exercer de façon permanente, au bénéfice des acheteurs, l'une au moins des activités d'achat centralisées suivantes :
 - 1° L'acquisition de fournitures ou de services ;
 - 2° La passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services.
- Vu l'article L 2113-4 du code de la commande publique prévoyant que l'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confiées.

Il a été convenu :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'intégration dans une procédure d'appel d'offres public de fourniture, d'acheminement de gaz naturel et services associés, dans le cadre du dispositif GAZ 7.

Seuls sont concernés les sites raccordés au réseau de distribution de gaz naturel en France métropolitaine à l'exclusion de toute autre forme d'énergie (butane, propane, en cuve ou même distribués en réseau).

Les prestations de fourniture en gaz naturel du(es) marché(s) ne pourront débuter qu'à compter du 01/07/2022. Le nouveau Bénéficiaire (dont les sites ne sont pas concernés par le dispositif UGAP GAZ 5) fait son affaire de la fourniture en gaz naturel de ses sites dont l'échéance contractuelle arrive avant cette date. Il lui est cependant possible d'intégrer des sites dont l'échéance contractuelle arrive après cette date (le tableau de recensement des besoins permet de distinguer les dates de début de fourniture site par site).

Par la signature de la présente convention, le Bénéficiaire donne mandat au Président de l'UGAP ou au représentant du pouvoir adjudicateur par délégation, qui l'accepte, en son nom et pour le compte du Bénéficiaire, représenté par la personne physique mentionnée en première page de la présente convention, à l'effet de :

- autoriser l'UGAP, son conseil ou tout fournisseur candidat à l'appel d'offres à accéder aux données de consommation disponibles relatives aux Points Comptage et d'Estimation (PCE) du Bénéficiaire auprès des gestionnaires de réseau de distribution et le cas échéant de transport et autoriser ces derniers à les communiquer à l'UGAP, son conseil ou à tout fournisseur candidat à l'appel d'offres ;
- signer la décision d'attribution du(des) marché(s) ;
- signer et adresser le(s) courrier(s) de rejet(s) ;
- signer le(s) acte(s) d'engagement du(des) marché(s) pour le compte du Bénéficiaire ;
- signer tout avenant ou tout document d'exécution qui impacterait l'ensemble des bénéficiaires (à titre indicatif et d'exemple, une évolution de l'acheminement, activité en monopole régulé, un événement d'ordre réglementaire, des ordres d'achats dans le cadre de l'achat dynamique multi-clics aux titulaires...).

L'UGAP ne prend pas en charge l'établissement et la mise en œuvre des actes d'exécution propres à chaque bénéficiaire (à titre indicatif et d'exemple, avenant de transfert, certificat administratif, actes pouvant découler des modifications de périmètre et de transfert de compétences, changement de comptable assignataire, de coordonnées, nantissement du marché, cession de créance...).

Par l'effet du présent mandat, le Bénéficiaire est engagé à l'égard de l'UGAP et du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) sur toute la durée du(des) marché(s) conclus en son nom.

Le Bénéficiaire est informé qu'en cas de désengagement de sa part intervenant après signature de la présente convention, les frais présentés à l'articles 4.2.4 du présent document lui seront appliqués et qu'il s'expose à des demandes d'indemnisation du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) relatifs aux frais et investissements engagés pour l'exécution du (des) marchés.

La signature de la présente convention vaut engagement ferme et définitif du Bénéficiaire.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET PROCESSUS D'ADHESION

Les documents contractuels sont :

- la présente convention
- l'annexe tableau de recensement (fichier numérique).



Le processus mis en place est le suivant :

- Téléchargement du dossier d'adhésion (contenant la présente convention, le tableau de recensement des besoins et le mode d'emploi) sur www.ugap.fr/gaz par le bénéficiaire avec ses identifiants UGAP.fr
- Retour des documents conformément aux indications du mode d'emploi, exclusivement via www.ugap.fr/gaz (confirmation envoyée par mail suite au dépôt)
- Contrôle des documents retournés, par l'UGAP
- Confirmation définitive d'embarquement (automatique lors du dépôt complet et/ou après la fin de la campagne de recensement)

Les documents d'adhésion correctement renseignés et signés doivent être reçus par l'UGAP impérativement et EXCLUSIVEMENT via le portail www.ugap.fr/gaz au plus tard à la date figurant en première page du présent document.

A défaut de réception des documents susvisés dans les délais et selon les modalités prévues, le Bénéficiaire ne sera pas intégré dans le présent dispositif d'achat groupé et ne pourra y prétendre.

Le(s) site(s) restant en anomalie (mal renseignés sans respecter les consignes du mode d'emploi, références fictives ou erronées...) dans le tableau de recensement ne sera(seront) pas intégré(s) dans le dispositif précité et ce malgré la signature de la présente convention. Dans le cas où le bénéficiaire n'aurait qu'un seul site et que celui-ci serait en anomalie, sa participation au dispositif ne serait pas valide.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée courant de la date de signature par le Bénéficiaire de la présente convention jusqu'au terme du (des) marché(s) passé(s) par l'UGAP pour le compte du bénéficiaire fixé au 30/06/2025.

Le cas échéant, cette date pourrait être prolongée, l'accord du bénéficiaire serait alors sollicité.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 - OBLIGATIONS DE L'UGAP

L'UGAP procède, dans le respect du droit de la commande publique à l'ensemble des opérations de mise en concurrence en vue de la conclusion du (des) marché(s).

Précisément, l'UGAP est ainsi chargée :

- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- de collecter les besoins ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de réception et d'analyse des offres ;
- de signer le(s) marché(s) pour le compte du Bénéficiaire.

4.1.1 Conclusion du (de) marché(s)

Afin de respecter les fondamentaux de l'amont industriel et de stimuler la concurrence, et si cela s'avère nécessaire la procédure sera allotie selon divers critères, dont notamment selon la logique de l'acheminement (réseaux transport, distribution), et/ou de la typologie des sites, et/ou de la typologie des Bénéficiaires...

L'appel d'offres sera lancé sous la forme d'une consultation ainsi allotie visant à la conclusion de marché(s) sous la seule responsabilité de l'UGAP.

4.1.2) Mise à disposition des éléments nécessaires à l'exécution du marché

Suite à l'attribution et signature du (des) marché(s) par l'UGAP pour le compte du Bénéficiaire, les éléments nécessaires à l'exécution seront mis à disposition, dans son espace bénéficiaire sur le portail www.ugap.fr/gaz afin que ce dernier assure ses obligations.

4.2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

4.2.1) Obligations au stade de l'inscription sur le portail en ligne

Le Bénéficiaire s'engage à :

- utiliser exclusivement la présente convention et son tableau de recensement téléchargés sur le portail en utilisant exclusivement un compte ugap.fr (identifiant et mot de passe) appartenant à l'entité signataire de la présente convention ;
- respecter le mode d'emploi téléchargé avec le tableau de recensement sur le portail, . Il appartient en particulier au Bénéficiaire de lister sans erreur les identifiants Points de Comptage et d'Estimation (PCE) de ses sites, figurant sur ses factures de gaz naturel en respectant le format du Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD). Les PCE dont l'identifiant sera erroné, ne seront pas intégrés à la consultation en dépit de la signature de la présente convention, cette donnée étant indispensable à la collecte des données de consommation auprès du GRD ;
- transmettre à l'UGAP exclusivement via le portail dédié, le tableau de recensement dûment renseigné et la convention signée.

Le Bénéficiaire autorise l'UGAP à mentionner le fait qu'il fait partie de son dispositif d'achat groupé.

Par la signature de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à ne pas exprimer des besoins identiques à ceux qui constituent l'objet de la présente convention dans d'autres procédures, et de conclure de marchés publics avec d'autres opérateurs économiques que l'UGAP, ainsi :

- **il remplit les obligations liées à l'intégration dans la procédure d'appel d'offres et à l'exécution du(des) marché(s) lancé(s) par l'UGAP pour son compte ;**
- **il s'engage à ce que les Points de Comptage et d'Estimation figurant dans le tableau de recensement n'aient pas été et/ou ne soient pas intégrés dans toute autre procédure de mise en concurrence dont l'exécution serait concomitante avec celle des marchés passés par l'UGAP dans le cadre de la présente convention.**

4.2.2) Obligation au stade de la notification du (des) marché(s)

Le Bénéficiaire est tenu de notifier le(s) marché(s) le concernant. Suite à la mise à disposition sur le portail www.ugap.fr/gaz des pièces de marché conclu par l'UGAP, la notification doit être faite dans les meilleurs délais au(x) titulaire(s).

4.2.3) Obligations relatives à l'exécution du(des) marché(s)

Dans le cadre de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à :

- assurer la bonne exécution du(des) marché(s) (régler ses factures, correspondre en direct avec le fournisseur retenu...) ;
- gérer les litiges relatifs à l'exécution du(des) marché(s) avec le(s) titulaire(s) ;
- se conformer aux règles de fonctionnement des gestionnaires d'infrastructures de réseau en monopole.

4.2.4) Responsabilité et engagement du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions lui étant applicables dans le cadre de la présente convention et des marchés passés sur son fondement.

Tout fait imputable au Bénéficiaire à l'origine d'un dommage causé à l'UGAP ou au(x) titulaire(s) des marchés, notamment la résiliation (quelle qu'en soit la raison) de sa convention avant ou après la publication de l'appel d'offres, le non-respect des engagements, l'absence de notification et/ou la résiliation du(des) marché(s), l'expose à la prise en charge de tous les frais afférents exposés par le titulaire et au paiement d'une somme forfaitaire de sept mille cinq cent euros au bénéfice de l'UGAP.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

Le Bénéficiaire s'engage à ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements ou documents (mémoire technique, bordereau de prix unitaire...) couverts par le secret professionnel et industriel dont il aurait connaissance dans le cadre de la présente convention et des marchés. En cas de non-respect de cette stipulation, l'UGAP et/ou le(s) titulaire(s) peu(ven)t prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations recueillies dans le cadre de la présente convention et son annexe font l'objet de traitements informatiques par l'UGAP, responsable de traitement, aux fins d'assurer la gestion administrative des marchés.

Ces informations sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes physiques et susceptibles de concerner l'identité (et contiennent les données personnelles suivantes : nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du bénéficiaire : adresse, numéro de téléphone, adresse de courrier électronique).

Les traitements mis en œuvre peuvent avoir pour finalité : effectuer les opérations relatives à la gestion des clients (assurer le contact et le suivi du dispositif objet de la présente convention, ainsi que de permettre la bonne exécution du marché avec les fournisseurs titulaires).

Les données sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente convention et sont destinées exclusivement aux membres de l'équipe projet UGAP, ainsi qu'aux titulaires de marchés subséquents pour les besoins de l'exécution des prestations de celui-ci.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'information, d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité des informations qui les concernent ainsi qu'un droit de limitation du traitement et de ne pas faire l'objet d'une prise de décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Ils peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits peut être effectué auprès du Délégué à la protection des données via l'adresse suivante : donneespersonnelles@ugap.fr. Les personnes concernées disposent enfin d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, ainsi que du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données à caractère personnel après leur mort.

Enfin, dans le cadre de l'exécution de la prestation du marché visé à l'article « Objet de la convention », les stipulations énoncées ci-dessus ne font pas obstacle à ce que le Bénéficiaire et le titulaire du marché s'acquittent des formalités qui leur incombent au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel (notamment au titre de l'article 28 du RGPD).

ARTICLE 7 : RESILIATION

Bien qu'une résiliation entre en contradiction avec l'engagement nécessaire à ce type de marché, son exercice se ferait aux conditions suivantes :

- un délai de prévenance de 90 jours est prévu entre la notification à l'UGAP de la décision de résiliation et la date d'effet ;
- quelle que soit la date à laquelle intervient la résiliation de la présente convention ou de non-respect des engagements, le(s) titulaire(s) ont droit à être indemnisés par le Bénéficiaire du montant des frais exposés et investissements engagés et strictement nécessaires à l'exécution des prestations pour la période restant à courir entre la date d'effet de la résiliation et l'échéance du(des) marché(s). Concernant l'UGAP, une somme forfaitaire sera due par le Bénéficiaire conformément au paragraphe 4.2.4.

ARTICLE 8 : DIFFERENDS ET LITIGES

Toute réclamation dûment motivée et relative à l'exécution de la présente convention doit être présentée par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de la réclamation. En cas de persistance du différend ou du litige, le Bénéficiaire s'adresse à la direction centrale du développement territorial de l'UGAP au siège de l'établissement public.

ARTICLE 9 : AUTORISATION DE COMMUNICATION DE DONNEES





La signature de la présente convention vaut signature des autorisations pour la communication des données auprès des Gestionnaires de Réseau de Distribution (GRD) concernés (GRDF et/ou les ELD concernées par les PCE du tableau de recensement du Bénéficiaire) ainsi, le cas échéant qu'auprès des Gestionnaires de Réseau de Transport concernés (GRTgaz et Teréga).

La responsabilité des GRD ou des GRT ne saurait être engagée par l'UGAP ou le Bénéficiaire en cas de négligence ou d'erreur dans la demande de communication de données d'une des parties à la présente convention.

9.1) Auprès de GrDF

Le Bénéficiaire de la présente convention et titulaire de contrats pour la fourniture de gaz naturel pour le(s) Point(s) de Comptage et d'Estimation (PCE) mentionné(s) dans le tableau de recensement, AUTORISE GrDF SA au capital de 1 800 745 000 €, dont le siège social est situé 6 rue Condorcet - 75009 Paris, n° 444 786 511 RCS Paris, à communiquer directement au Tiers, ou son représentant, ci-après désigné : L'Union des groupements d'achats publics (UGAP), établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, sise au 1 Boulevard Archimède – Champs sur Marne, 77444 Marne la Vallée et représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié ; les données disponibles : CAR, Profil,... pour chacun des PCE figurant dans le tableau de recensement (annexe de la présente convention), dans le but de préparer l'appel d'offres public, objet de la présente convention.

La présente autorisation est nominative et est valable jusqu'au terme de cette convention.

Fait à Champs-sur-Marne	Fait à : ROYAN Le : 22 novembre 2021
Pour l'UGAP : le Président du conseil d'administration  Edward Petri JOSSA 2021.08.30 15:37:21 +02'00'	Pour le Bénéficiaire ¹ : ↓ ↓ ↓ Zone de signature sous ce trait ↓ ↓ ↓   Patrick MARENGO
Visa électronique du Contrôleur Général économique et financier de l'Etat placé près de l'UGAP :  Françoise Dufresnoy Contrôleur général MINISTÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS Contrôle général de l'État	2021.08.24 12:59:57 +02'00' 

¹ en indiquant le nom, prénom et qualité de la personne signataire, agissant le cas échéant par délégation de pouvoir du représentant légal



RECENSEMENT DES BESOINS VAGUE GAZ 7 (renouvellement GAZ 5 + nouveaux bénéfici

Date limite des retours : **vendredi 26/11/2021 inclus.**

Entité bénéficiaire - La structure (personne morale titulaire de la convention UGAP GAZ)	Nom de l'entité : *	VILLE DE ROYAN
	SIREN / SIRET : *	21 170 306 100 013
	Adresse de l'entité : *	Commune (Ville, CCAS...)
	Adresse :	80 AVENUE DE PONTALLIAC
	Code postal :	17200
Correspondant / Personne contact pour le marché (ayant renseigné ou supervisé le renouvellement du contrat)	Ville :	ROYAN
	Civilite :	M.
	Prénom :	PLATON Philippe
	Courriel 1 : * (1 seul adresse)	p.platon@royan.fr
	Confirmez le courriel 1 :	p.platon@royan.fr
	Téléphone :	03 46 23 54 54
	Courriel 2 : * (1 seul adresse)	p.platon@royan.fr
Confirmez le courriel 2 :	p.platon@royan.fr	

Choisir le type de BIOCRAZ ®
 selon l'usage et son engagement à ce stade, à combiner au Règlement Général.

Standard - pas de biogaz

Tableau de Bord	
cellule obligatoire * à compléter	0
Nombre total d'erreur(s)	0

N°	Comptable désigné					Adresse de l'entité			Site de consommation (PCE : Point de Comptage et d'Est)		
	Nom de l'entité comptable	Adresse	Ville	Code postal	Courriel	Adresse	Ville	Code postal	Code INSEE (CCAS...)	Nom du site	
1	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	91 92 93 94 95	1 rue de la Mairie	COMMANE - cedex2	99001	90122	Edifices de l'économie
2	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	ESPACE SOUSAH ROYAN
3	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	EGLISE NOTRE DAME
4	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	CENTRE MEDICO SPORTIF
5	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	VILLA LETOIE
6	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	CONDORGERIE OS LA CLAIRIERE
7	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	CONDORGERIE ESPACE PELLETAIN
8	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	CONDORGERIE OS LOUIS BOUCHET
9	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	MEVELS TECHNOLOGES
10	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	CONDORGERIE HOTEL DE VILLE
11	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	BANQUE ALIMENTAIRE DODD
12	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	RESIDENCE LES EXPLOITATEURS
13	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	ESPACES VERTS
14	Tribunale de Royan	108 Bd de la République	ROYAN	17200	tribunale.royan@justice.fr	03 46 23 54 54	80, Ave de Pontalliac CS 80 218	ROYAN cedex	17205	17306	BASE NAUTIQUE